

**REPUBLIQUE
DE
VANUATU**



**REPUBLIC
OF
VANUATU**

JOURNAL OFFICIEL

OFFICIAL GAZETTE

15 Décembre 1980

No. 17

December 8th 1980

SONT PUBLIES LES
TEXTES SUIVANTS

ARRETES

1. Arretes No. 15 De 1980
2. Arretes No. 16 De 1980
3. Arretes No. 17 De 1980
4. Arretes No. 18 De 1980
5. Arretes No. 19 De 1980
6. Arretes No. 20 De 1980
7. Arretes No. 21 De 1980
8. Arretes No. 22 De 1980

NOTIFICATION
OF PUBLICATION

ORDERS

1. Order No. 15 of 1980
2. Order No. 16 of 1980
3. Order No. 17 of 1980
4. Order No. 18 of 1980
5. Order No. 19 of 1980
6. Order No. 20 of 1980
7. Order No. 21 of 1980
8. Order No. 22 of 1980

CORRIGENDUM

1. Au Journal Officiel No. 5
du 19 Août 1980
2. Au Journal Officiel No. 6
du 28 Août 1980
3. Au Journal Officiel No. 9
du 20 Octobre 1980
4. Au Journal Officiel No. 9
du 20 Octobre 1980

CORRIGENDUM

1. In Gazette No. 5, 19th August 1980
2. In Gazette No. 6, 28th August 1980
3. In Gazette No. 9, 20th October 1980
4. In Gazette No. 9, 20th October 1980

ARRETE N° 15 DE 1980 RELATIF A LA LOI SUR LES COMMUNES
(MISE EN APPLICATION)

relatif à la mise en vigueur de la loi n° 5 de 1980 relatif
aux communes.

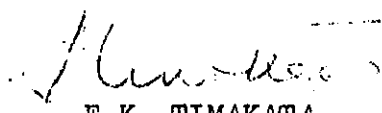
LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

VU l'Article 71 de la loi n° 5 de 1980 relative aux communes

ARRETE

ARTICLE UNIQUE La loi n° 5 de 1980 relative aux communes entrera en vigueur
à la date de publication au Journal officiel du présent arrêté.

Fait à Port-Vila le 17 Décembre 1980.


F.K. TIMAKATA
MINISTRE DE L'INTERIEUR.

REPUBLIC OF VANUATU

THE MUNICIPALITIES ACT (ENFORCEMENT)


ORDER No. 15 OF 1980

To bring into operation the Municipalities Act No.5 of 1980.

IN EXERCISE of the power contained in Section 71 of the Municipalities Act No.5 of 1980 I hereby make the following Order :-

1. The Municipalities Act No.5 of 1980 shall come into operation on the date of the publication of this Order in the Gazette.

MADE at Port Vila the 17th day of *December* 1980.


F.K. TIMAKATA
MINISTER OF HOME AFFAIRS

REPUBLIQUE DE VANUATU

ARRETE N° 16 DE 1980 RELATIF AUX COMMUNES
(REPORT DES ELECTIONS MUNICIPALES DE PORT-VILA)

relatif au report des élections municipales de Port-Vila.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

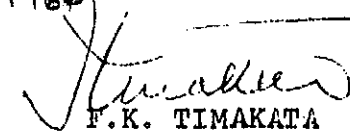
VU le paragraphe 1 de l'Article 69 de la loi n° 5 de 1980 relative
aux communes

ARRETE

ARTICLE 1er Les élections municipales de Port-Vila sont reportées au
11 février 1981.

ARTICLE 2 Le présent arrêté entrera en vigueur à la date de sa publication
au Journal officiel.

Fait à Port-Vila le 17 décembre 1980.


F.K. TIMAKATA
MINISTRE DE L'INTERIEUR

THE MUNICIPALITIES (POSTPONEMENT
OF ELECTION OF COUNCILLORS TO THE COUNCIL
OF THE PORT VILA MUNICIPALITY) ORDER No. 16 OF 1980

To provide for the postponement of election of councillors to the Council of the Port Vila Municipality.

IN EXERCISE of the power contained in Section 69 (1) of the Municipalities Act No.5 of 1980, I hereby make the following Order :-

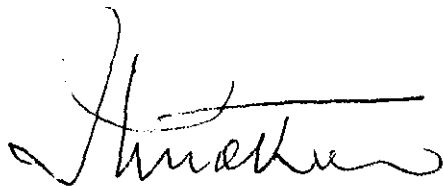
Postponement
of Port Vila
Municipal
Council
Election.

1. The date of the election of councillors to the Council of the Port Vila Municipality shall be postponed to 11th February, 1981.

Commencement.

2. This Order shall come into force on the date of its publication in the Gazette.

MADE at Port Vila the 17th day of December 1980.



F.K. TIMAKATA
MINISTER OF HOME AFFAIRS

REPUBLIQUE DE VANUATU

ARRETE N° 17 DE 1980 RELATIF AUX COMMUNES
(REPORT DES ELECTIONS MUNICIPALES DE LUGANVILLE).

relatif au report des élections municipales de Luganville.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

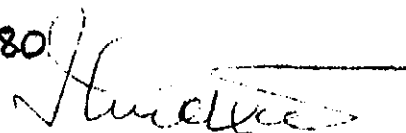
VU le paragraphe 1 de l'Article 69 de la loi n° 5 de 1980 relative
aux communes

ARRETE

ARTICLE 1er Les élections municipales de Luganville sont reportées à une
date ultérieure.

ARTICLE 2 Le présent arrêté entrera en vigueur à la date de sa publication
au Journal officiel.

Fait à Port-Vila le 17 Décembre 1980



F.K. TIMAKATA
MINISTRE DE L'INTERIEUR

THE MUNICIPALITIES (POSTPONEMENT OF
ELECTION OF COUNCILLORS TO THE COUNCIL OF
THE LUGANVILLE MUNICIPALITY) ORDER No.17 OF 1980

To provide for the postponement of the election of
councillors to the Council of the Luganville Municipality.

IN EXERCISE of the power contained in Section 69 (1) of
the Municipalities Act No.5 of 1980, I hereby make the
following Order :-

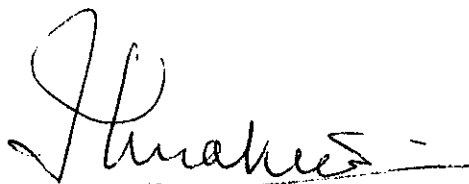
Postponement
of Luganville
Municipal
Council election.

1. The date of the election of councillors to the
Council of the Luganville Municipality shall be
postponed indefinitely.

Commencement.

2. This Order shall come into force on the date of
its publication in the Gazette.

MADE at Port Vila the 17th day of December 1980.



F.K. TIMAKATA
MINISTER OF HOME AFFAIRS

ARRETE DE 1980 RELATIF AUX ELECTIONS MUNICIPALES
(REGLES DE PROCEDURE)

Relatif aux règles applicables aux élections municipales

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

VU les Articles 3 et 6 de la loi n° 5 de 1980 relative aux communes,

ARRETE

TITRE I - DEFINITIONS

- ARTICLE 1er
1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 et à moins que le contexte ne l'exige autrement, les mots et expressions figurant au présent texte ont la signification qui leur est donnée à l'Article 1er du Règlement électoral.
 2. A moins que le contexte ne l'exige autrement :
 - "agent électoral" désigne les Administrateurs délégués, les agents de l'inscription, les présidents de bureaux de vote, les rapporteurs, les assesseurs ainsi que toute autre personne que le Ministre peut nommer par avis publié au Journal officiel ;
 - "élections municipales" désigne des élections organisées lors du renouvellement général ou d'une dissolution du conseil municipal ;
 - "jour du scrutin" désigne le premier ou l'unique jour fixé pour le déroulement des élections conformément aux dispositions de la loi n° 5 de 1980 relative aux communes ;
 - "liste électorale" désigne la liste établie par le Ministre conformément à l'Article 6 de la loi n° 5 de 1980 relative aux communes ;
 - "Règlement électoral" désigne le Règlement Conjoint n° 19 de 1979.

.../...

TITRE II - COMMISSIONS ELECTORALES

ARTICLE 2

1. Il est institué dans chaque commune une commission électorale composée de 5 membres.
2. Le Ministre nomme et révoque les membres et fait publier leurs noms au Journal officiel.
3. Le Ministre nomme les présidents des commissions électorales. En cas d'absence du président, la commission électorale élit l'un des membres présents pour présider la réunion.
4. La commission électorale ne peut valablement délibérer que si le président et au moins 2 autres membres sont présents.
5. Les décisions de la commission électorale sont prises à la majorité des voix.

ARTICLE 3

La commission électorale est chargée d'exercer les attributions et les pouvoirs qui lui incombent ou qui relèvent de sa compétence conformément au présent texte.

TITRE III - CANDIDATURES AUX ELECTIONS

ARTICLE 4

Sous réserve des dispositions de l'Article 6, peuvent se présenter aux élections municipales les personnes qui :

- a) ont la qualité de Ni-Vanuatou,
- b) sont inscrites sur les listes électorales de la commune où elles ont déposé leur candidature,
- c) ne sont pas frappées d'incapacité électorale,
- d) ne purgent pas une peine de prison ou, si elles ont été condamnées à une peine de prison, ont bénéficié d'un sursis dont la période est écoulée,
- e) n'ont pas été condamnées pour faillite, sauf si elles ont été réhabilitées, et
- f) sont âgées d'au moins 21 ans.

.../...

ARTICLE 5

1. Un mois au plus tard avant la date fixée pour le jour du scrutin, chaque candidat aux élections doit déposer entre les mains de de l'Administrateur délégué :
 - a) une déclaration de candidature conforme au modèle figurant au Titre I de l'Annexe 1, revêtue de sa signature et comportant une déclaration certifiant qu'il est éligible au sens des dispositions de la loi n° 5 de 1980 relative aux communes et de l'Article 4 ci-dessus,
 - b) sa photographie prise de face,
 - c) une reproduction sur papier de son symbole électoral, la présente disposition ne s'appliquant pas aux candidats cautionnés par un parti politique ayant un symbole approuvé par le Ministre.
2. Toute déclaration de candidature doit être cautionnée par les signatures d'au moins 5 personnes non apparentées au candidat et inscrites dans la commune où il se présente.
3. Nul ne peut déposer une déclaration de candidature :
 - a) dans plus d'une section électorale, ou
 - b) lors d'élections complémentaires, s'il est déjà membre du conseil municipal.
4. Lorsqu'un Administrateur délégué reçoit une déclaration de candidature, il délivre au candidat un récépissé conforme au modèle figurant au Titre II de l'Annexe 1 et transmet immédiatement ladite déclaration à la commission électorale.
5. Dans les 24 heures suivant la clôture du dépôt de candidatures, la commission électorale établit une liste des candidats à partir des déclarations reçues et en adresse deux exemplaires au Ministre.
6. La commission électorale annote la liste visée au paragraphe 5 de tout commentaire qu'elle juge approprié en ce qui concerne la validité des candidatures reçues.

ARTICLE 6

1. Lorsqu'une candidature a été officiellement transmise conformément aux dispositions de l'Article 5, l'intéressé est déclaré candidat à moins que la commission électorale ne déclare sa candidature nulle, que le candidat ne se retire ou que des preuves, recevables par le Ministre, permettent de constater son décès.

2. La commission électorale ne déclare une candidature nulle que si :
 - a) le candidat ou les personnes cautionnant sa candidature ne satisfont pas aux conditions requises ou sont frappés d'inéligibilité, ou
 - b) la déclaration de candidature n'est pas cautionnée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 5.
3. Lorsque la commission électorale décide qu'une candidature est nulle, le président en fait mention sur la déclaration et en indique les motifs.
4. La décision de validité ou de nullité prise par la commission électorale est définitive et n'est susceptible d'aucun appel.
5. Aucune des dispositions du présent Article ne porte atteinte au pouvoir de la commission du contentieux électoral de déclarer nulle l'élection d'un candidat inéligible ou frappé d'inéligibilité.

ARTICLE 7

1. Lorsque l'Administrateur délégué compétent estime qu'une déclaration de candidature n'est pas valable par suite d'une erreur commise de bonne foi, il doit, 14 jours au plus tard avant le jour du scrutin, prier le candidat de resoumettre une déclaration en bonne et due forme dans un délai de 72 heures.
2. Lorsqu'une candidature cautionnée par un parti politique est déclarée nulle par la commission électorale ou en cas de décès d'un candidat 14 jours au plus tard avant le jour du scrutin, un autre candidat cautionné par le même parti peut déposer sa candidature dans les 72 heures de la déclaration de nullité ou du décès, même si ce dépôt intervient moins d'un mois avant le jour du scrutin.

ARTICLE 8

Une liste des candidats est affichée :

- a) dans les bureaux de l'Administrateur délégué,
- b) au Parlement,
- c) dans les bureaux du Ministre, et
- d) en tout autre lieu de la commune que le Ministre peut fixer, 14 jours au plus tard avant le jour du scrutin ; ce délai est ramené à 9 jours dans le cas d'une nouvelle candidature présentée au titre de l'Article 7.

TITRE IV - ELECTION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

ARTICLE 9

1. Si, à la clôture du dépôt de candidatures, ou à tout moment par la suite, le nombre de candidats dans une section électorale donnée n'est pas supérieur au nombre de conseillers à élire, la commission électorale en informe le Ministre qui proclame les candidats élus sans avoir recours au scrutin.
2. Si le nombre de candidats est inférieur au nombre de conseillers à élire, le Ministre, au moment où il proclame les élus, déclare le nombre de sièges restés vacants.
3. Dans les 30 jours de la déclaration visée au paragraphe 2, le Ministre arrête la date des élections pour les sièges restant à pourvoir.
4. Si le nombre des candidats dépasse le nombre des sièges à pourvoir, un scrutin est organisé conformément aux dispositions du présent Titre et l'Administrateur délégué publie dès que possible après la clôture de la liste des candidats un avis précisant :
 - a) le nom des candidats,
 - b) les heures de déroulement du scrutin,
 - c) l'emplacement de chaque bureau de vote,
 - d) des informations suffisantes pour indiquer aux électeurs les bureaux dans lesquels ils doivent voter, et
 - e) toute autre information pouvant être prescrite.

ARTICLE 10

Chaque bureau de vote est placé sous la responsabilité d'un président nommé à cet effet par la commission électorale.

ARTICLE 11

1. Un exemplaire de la liste électorale est conservé par chaque bureau de vote pendant toute la durée du scrutin.
2. Nul ne peut être admis à voter si son nom ne figure pas sur la liste électorale du bureau de vote auquel il se présente et s'il ne produit pas une carte d'électeur et d'identité en cours de validité.

.../...

ARTICLE 12

Les personnes internées dans un hôpital psychiatrique en vertu des dispositions du Règlement Conjoint n° 2 de 1955 n'ont pas capacité électorale.

ARTICLE 13

1. Le vote se déroule au scrutin secret.
2. Sous réserve des dispositions de l'Article 14, nul ne dispose de plus d'une voix et ne peut voter pour plus d'un candidat.

ARTICLE 14

1. Les votes par procuration sont admis dans les conditions et de la manière prévues au Titre 1 de l'Annexe 2.
2. Les demandes de vote par procuration doivent être présentées sur un formulaire conforme au modèle figurant au Titre 2 de l'Annexe 2.

ARTICLE 15

1. Lorsque le scrutin est interrompu par des circonstances qui, de l'avis du président du bureau, rendent momentanément impossible la poursuite des opérations de vote, le président peut suspendre la consultation électorale et la réouvrir lorsqu'il estime qu'elle peut reprendre dans l'ordre.
2. Lorsque le scrutin a été suspendu et réouvert conformément aux dispositions du paragraphe 1, il est prolongé du temps de suspension sauf si le président du bureau constate que chaque électeur inscrit sur la liste a déjà voté.
3. Lors de circonstances qui, de l'avis du président du bureau, rendent impossible la poursuite des opérations de vote dans des délais acceptables, que la consultation ait été ou non suspendue en vertu du paragraphe 1, il ferme le scrutin et en avertit l'Administrateur délégué. Celui-ci en présente alors un rapport à la commission électorale qui le transmet immédiatement au Ministre avec ses observations.
4. Lorsqu'un scrutin a été fermé dans un bureau de vote en vertu des dispositions du paragraphe 3, le Ministre prononce l'annulation de toutes les opérations effectuées avant la fermeture dans le secteur électoral où le bureau est situé.
5. Si, une demi-heure au plus tard avant la clôture régulière du scrutin, le président du bureau et au moins un assesseur estiment que le

.../...

nombre d'électeurs attendant pour voter est trop élevé pour qu'ils puissent tous exprimer leur suffrage dans le temps imparti, le président peut prolonger d'une heure la durée du scrutin et fait figurer cette décision au procès-verbal visé à l'Article R20 de l'Annexe 5 du Règlement électoral.

6. Le président du bureau peut déclarer le scrutin clos avant l'heure fixée si tous les électeurs inscrits sur la liste ont voté. Toutefois, le dépouillement dudit scrutin ne peut commencer au plus tôt que 60 minutes avant l'heure fixée pour la clôture.

ARTICLE 16

Immédiatement avant le début du scrutin, le président du bureau de vote ouvre l'urne, la présente à toutes les personnes habilitées à se trouver dans le bureau et la verrouille.

ARTICLE 17

Les modalités du vote, les dispositions à observer pendant le scrutin ainsi que les règles s'appliquant à son dépouillement et à la proclamation des élus doivent être conformes aux dispositions de l'Annexe 3.

ARTICLE 18

Aussitôt que possible après les élections, le Ministre fait publier les résultats au Journal officiel ainsi que par tout autre moyen qu'il estime approprié.

TITRE V - RAPPORTS SUR LE DEROULEMENT DES ELECTIONS

ARTICLE 19

Après les élections, la commission électorale établit à l'intention du Ministre un compte-rendu du déroulement des élections organisées dans la commune relevant de sa compétence et joint audit compte-rendu :

- a) un exemplaire des procès-verbaux reçus conformément à l'Article R20 de l'Annexe 5 du Règlement électoral,
- b) ses observations à ce sujet, et
- c) les paquets de bulletins de vote valables et nuls en sa possession.

.../...

TITRE VI - ELECTION DES MAIRES ET DES ADJOINTS

ARTICLE 20

1. Chaque conseil municipal élit, au scrutin secret, un maire et un adjoint parmi ses membres.
2. L'élection a lieu au scrutin majoritaire.
3. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est déclaré élu.
4. Le Ministre peut, à la demande ou après avis du conseil municipal, autoriser la création d'un ou de plusieurs postes d'adjoints supplémentaires.

ARTICLE 21

Les fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal sont gratuites.

Avec l'approbation du Ministre, le conseil municipal peut toutefois autoriser le versement d'indemnités de fonction dont le montant est imputé au budget municipal. Les fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal donnent droit, le cas échéant, au remboursement des frais que nécessite l'exécution des mandats spéciaux.

ARTICLE 22

La séance pendant laquelle il est procédé à l'élection du maire est présidée par un adjoint ou, à défaut, par le plus âgé des conseillers municipaux n'étant pas candidat.

ARTICLE 23

Pour toute désignation d'un maire ou d'un adjoint, les membres du conseil municipal sont convoqués trois jours au moins avant celui de l'élection.

ARTICLE 24

Les résultats des élections des maires ou adjoints sont publiés, dans les 24 heures de leur tenue, par voie d'affiche placée bien vue à proximité de l'entrée principale de la mairie. Ils sont notifiés dans le même délai au Ministre.

ARTICLE 25

L'élection du maire et des adjoints peut être arguée de nullité dans les conditions, formes et délais prescrits pour les réclamations contre les élections du conseil municipal. Le délai de dépôt des réclamations commence à courir un jour franc après la date des élections.

- ARTICLE 26
1. Les démissions des maires et des adjoints sont adressées au secrétaire du conseil municipal par lettre revêtue de leur signature.
 2. Elles doivent être adressées au secrétaire du conseil municipal avec un préavis de 14 jours.
 3. Deux semaines après la réception d'une lettre de démission d'un maire ou d'un adjoint, une séance du conseil municipal est convoquée à l'effet d'élire un nouveau maire ou adjoint.

ARTICLE 27 Peuvent seuls être maires ou adjoints, ou en exercer temporairement les fonctions, les personnes élues au conseil municipal.

- ARTICLE 28
1. Sous réserve des dispositions de l'Article 26, les maires et adjoints sont élus pour un an ^{ou} jusqu'à dissolution du conseil municipal, au premier échu de ces deux termes.
 2. A l'expiration du mandat d'un maire et/ou d'un adjoint, le conseil municipal se réunit pour élire un nouveau maire et/ou adjoint conformément aux dispositions des Articles 20, 22 et 23.
 3. Le mandat des maires et adjoints sortants est reconductible.

TITRE VII - INFRACTIONS ELECTORALES

ARTICLE 29 Les dispositions relatives aux infractions électorales ainsi qu'aux peines et amendes prévues au Titre 13 du Règlement Conjoint n° 19 de 1979 sont applicables aux élections municipales.

TITRE VIII - REQUETES ELECTORALES

- ARTICLE 30
1. Le Ministre nomme une commission du contentieux électoral dans les 7 jours qui suivent la signature de l'arrêté fixant la date des élections municipales.
 2. La commission du contentieux électoral se compose de 4 membres au moins et de 6 membres au plus.
 3. Le Ministre nomme un président de la commission du contentieux électoral parmi ses membres.

.../...

4. Les candidats aux élections pour lesquelles une commission est constituée n'ont pas qualité pour en être membres.
5. Le Ministre peut remplacer un membre ne pouvant remplir ses fonctions ou n'ayant plus qualité pour faire partie de la commission, et peut pourvoir à tout siège vacant.
6. Lors de la constitution de la commission du contentieux électoral, le Ministre peut, sans déroger au présent arrêté, donner toute instruction qu'il estime nécessaire au bon exercice des fonctions de la commission.
7. Le nom des membres et le domicile élu de la commission du contentieux électoral sont publiés au Journal officiel.

ARTICLE 31

1. La validité d'une élection au conseil municipal ne peut être contestée qu'au moyen d'une requête présentée conformément aux dispositions du présent arrêté.
2. La commission du contentieux électoral connaît de chaque requête électorale.

ARTICLE 32

1. Sous réserve des paragraphes 2 et 3, les Articles 57 à 67 du Règlement électoral sont applicables aux litiges dont la commission du contentieux électoral est saisie en application du présent arrêté.
2. Les mots suivants sont remplacés comme suit :
 - a) "les Nouvelles-Hébrides" par "Vanuatu",
 - b) "Règlement" par "arrêté", et
 - c) "Commissaires Résidents" par "Ministre".
3. L'"Annexe 6" du Règlement électoral est remplacé par l'"Annexe 4" du présent Arrêté.

TITRE LX - DISPOSITIONS GENERALES ET SUPPLEMENTAIRES

ARTICLE 33

Tout tribunal condamnant une personne pour infraction électorale doit en informer le Ministre.

ARTICLE 34

Quand, à la suite d'une requête électorale, l'élection d'un membre du conseil municipal est déclarée nulle, rien de ce qu'il a fait

.../...

avant ladite déclaration en qualité de membre du conseil municipal n'est annulé à ce titre.

ARTICLE 35

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, le Ministre conserve pendant au moins un an tous les rapports qui lui ont été adressés en application de l'Article 19 ainsi que tous les documents les accompagnant, y compris les paquets de bulletins valables et nuls.
2. Les documents se rapportant à une élection pour laquelle une requête électorale a été déposée ou une action en justice est en cours, sont conservés jusqu'à la clôture du contentieux.
3. La commission du contentieux électoral, la Cour suprême saisie d'une requête électorale ou une cour jugeant une infraction électorale peut ordonner que tout document détenu par le Ministre soit examiné, reproduit ou présenté au lieu, au moment et dans les conditions qu'elle estime appropriés.
4. Une décision n'est prise en application du paragraphe 3 que si la cour saisie ou la commission du contentieux électoral est fondée à croire que l'examen, la reproduction ou la présentation de documents est indispensable au bon déroulement de l'audience de l'infraction ou de la requête électorale.
5. Sauf les exceptions prévues au paragraphe 3, nul ne peut examiner ou reproduire un document détenu par le Ministre en vertu du présent arrêté.

ARTICLE 36

Le présent Arrêté entrera en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel.

Arrêté de 1980 relatif aux élections municipales (règles de procédure)

DECLARATION DE CANDIDATURE

Après de l'Administrateur délégué de
Je soussigné Photographie récente
de du candidat
étant citoyen vanuatuan et ayant 21 ans révolus,

DECLARE PAR LES PRESENTES

1. me porter candidat aux élections municipales de
pour la section électorale de
2. être inscrit sur les listes électorales de la commune de.....;
3. ne pas être frappé d'incapacité électorale ;
4. ne pas avoir été condamné à une peine de prison au sens de l'Art. R.4 de l'arrêté
de 1980 relatif aux élections municipales (règles de procédure) ;
5. ne pas avoir été condamné pour faillite ou, si tel est le cas, avoir été réhabilité.

Fait le
SIGNATURE DU CANDIDAT

CAUTIONNEMENT DE CANDIDATURE

<u>NOM</u>	<u>ADRESSE</u>	<u>PROFESSION</u>	<u>SIGNATURE</u>
1.
2.
3.
4.
5.

(A remplir et à signer par des personnes non apparentées au candidat ou à son (sa) conjoint (e) et inscrites en tant qu'électeurs dans la commune où le candidat a l'intention de se présenter).

NOTE : Si vous n'avez pas qualité pour posséder automatiquement la nationalité vanuatuan, vous êtes prié (e) de joindre au présent formulaire le numéro du certificat de nationalité qui vous a été délivré en vertu du R.C. No 13 de 1980 ou du R.C 16 de

A N N E X E 1

TITRE 2

Arrêté de 1980 relatif aux élections municipales (règles de procédure)

RECEPISSE

Reçu de M. /Mme./Mlle
le19....., une déclaration de candidature pour les
élections municipales de qui se dérouleront
le.....19.....

.....
Signature de l'Administrateur
délégué de la circonscription
de

A N N E X E II

(Article 14)

TITRE I

Arrêté de 1980 relatif aux élections municipales (règles de procédure)

VOTES PAR PROCURATION : REGLES

- ARTICLE 1er 1. Toute personne ayant qualité d'électeur peut voter par procuration si elle peut apporter la preuve que pour des raisons :
- a) professionnelles,
 - b) médicales, ou
 - c) religieuses
- elle est empêchée de voter au bureau de vote où elle est inscrite.
2. Toute demande formulée au titre du paragraphe 1 doit être présentée sous la forme du formulaire A figurant au Titre II de la présente Annexe, être accompagnée de la carte d'électeur et d'identité et soumise à la commission électorale.
3. Un électeur empêché de voter en personne pour des raisons professionnelles doit joindre à sa demande un certificat signé par son chef de service, son supérieur, son directeur ou toute autre personne dont il relève. Ce certificat doit attester de son impossibilité à voter en personne et en donner les raisons.
4. Un électeur empêché de voter en personne pour des raisons médicales doit joindre à sa demande un certificat établi par un médecin, un infirmier, un auxiliaire médical agréé ou, à défaut, un notable. Ce certificat doit attester de son impossibilité à voter en personne et en donner les raisons.
5. Un électeur déclarant ne pouvoir voter en personne pour des raisons religieuses doit joindre à sa demande un certificat établi par un ministre de son culte confirmant les motifs invoqués.
6. Toute demande présentée au titre du paragraphe 2 ci-dessus doit parvenir à la commission électorale 72 heures au plus tard avant le scrutin.

.../...

ARTICLE 2

1. Une commission électorale recevant une demande présentée en vertu du paragraphe 2 de l'Article 1er et pouvant légitimement croire que :
 - a) l'électeur peut exercer son droit de vote par procuration, et
 - b) la personne désignée comme mandataire est inscrite sur la même liste électorale que le demandeur,en informe l'électeur en lui retournant le volet détachable du formulaire et fait parvenir au mandataire, par courrier ou tout autre moyen, une carte de procuration remplie et conforme au formulaire B, figurant au Titre II de la présente Annexe, ainsi que la carte d'électeur et d'identité du mandant.
2. Aux fins d'interprétation du paragraphe 1, une commission électorale est réputée avoir délivré une carte de procuration ainsi qu'une carte d'électeur et d'identité à partir du moment où elle fait savoir à un mandataire que lesdites cartes seront tenues à sa disposition au bureau de vote le jour du scrutin.
3. Si, à la réception d'une demande présentée en vertu du paragraphe 2 de l'Article 1er, une commission électorale estime que l'électeur n'est pas habilité à voter par procuration, elle en informe ce dernier.
4. Lorsqu'une commission électorale estime qu'une personne présentant une demande au titre du paragraphe 2 de l'Article 1er est habilitée à exercer son droit de vote par procuration, mais qu'elle constate par ailleurs que la personne désignée comme mandataire n'a pas qualité pour remplir cette fonction, elle en informe le mandant et l'invite à désigner une autre personne, si elle estime que celui-ci pourra le faire 48 heures au plus tard avant le jour du scrutin.

ARTICLE 3

1. Un mandant peut destituer son mandataire en informant la commission électorale par écrit.
2. Un mandant ayant résilié sa procuration peut présenter une demande pour désigner un autre mandataire.

ARTICLE 4

Un électeur dont la procuration a été approuvée, peut voter en personne dans la mesure où son mandataire lui restitue sa carte d'électeur et d'identité avant qu'il ait exercé ses pouvoirs.

.../...

ARTICLE 5

1. Si un mandant ou son mandataire vient à décéder ou s'il perd sa capacité électorale, la procuration devient nulle et non avenue.
2. La commission électorale doit alors retirer la carte de procuration.

ARTICLE 6

1. Chaque mandataire ne peut disposer de plus de deux procurations.
2. Si plus de 2 procurations ont été établies au nom d'un même mandataire, celles qui ont été dressées les premières sont seules valables.
3. Si plus de 2 procurations établies au nom d'un mandataire portent la même date, le président du bureau de vote lui demande de désigner les deux avec lesquelles il exercera ses pouvoirs et de restituer les autres.
4. Le président du bureau de vote informe au plus tôt tout mandant dont la procuration n'est pas valable.

ARTICLE 7

1. Un mandataire votant pour son mandant suit la même procédure que pour exprimer son propre suffrage.
2. Si un mandataire souhaite également voter, il doit exprimer son suffrage au même moment que celui de son mandant.
3. Lorsqu'une personne vote en qualité de mandataire, elle doit présenter la carte de procuration l'autorisant à exercer ce pouvoir ainsi que la carte d'électeur et d'identité de son mandant.

A N N E X E II

(Article 14, paragraphe 2)

TITRE II

Arrêté de 1980 relatif aux élections municipales (règles de procédure)

Formulaire A

DEMANDE DE VOTE PAR PROCURATION

A la commission électorale de

1. Je soussigné de
inscrit en tant qu'électeur pour voter au bureau de vote de
souhaite donner procuration à de
qui est inscrit pour voter au même bureau de vote.

2. Je ne pourrai me présenter au bureau de vote le jour du scrutin pour des
raisons :

- a) professionnelles,
- b) médicales ou
- c) religieuses.

.....
.....
.....

(rayer les mentions inutiles et indiquer plus précisément les motifs vous empêchant de vous présenter au bureau de vote).

3. Veuillez trouver ci-joint un certificat de mon

- a) chef de service,
- b) supérieur,
- c) directeur, etc.
- d) médecin,
- e) auxiliaire médical
- f) infirmier,
- g) soeur, etc. ou ...

.../...

h) ministre du culte,
(rayer les mentions inutiles)

Fait le 19

.....
SIGNATURE DU DEMANDEUR

NB. Vous êtes prié de joindre votre carte d'électeur et d'identité au présent formulaire.

Formulaire B

REPONSE A UNE DEMANDE DE VOTE PAR PROCURATION

1. Votre demande de vote par procuration a été rejetée car
.....
.....
2. Votre demande de vote par procuration a été acceptée, mais votre mandataire n'est pas inscrit sur la liste électorale du bureau de vote de

Vous êtes donc prié de désigner une autre personne.
3. Votre demande de vote par procuration a été acceptée et une carte de procuration accompagnée de votre carte d'électeur et d'identité ont été renises a/sont tenues à la disposition de

Fait le 19

.....
LA COMMISSION ELECTORALE.

Arrêté de 1980 relatif aux élections municipales (règles de procédure)

ELECTION DES CANDIDATS : REGLES

Les règles figurant à l'Annexo V du Règlement Conjoint n° 19 de 1979 sont applicables aux élections municipales sauf pour les cas suivants :

a) Les mots suivants sont remplacés comme suit :

- 1) "Délégué de circonscription" par "Administrateur Délégué"
- 2) "bureau électoral" par "Ministre"
- 3) dans le texte anglais "Registration Area" par "Ward"
- 4) "circonscription" (électorale) par "commune"
- 5) "Commissaires-Résidents" par "Ministre".

b) Le paragraphe g de l'Article R8 est remplacé comme suit :

"g) des personnes portouses d'une autorisation écrite du Ministre".

c) Les Articles R22 et 23 sont supprimés et remplacés comme suit :

ARTICLE R22 Dès que possible après avoir été avisé par la commission électorale conformément à l'Article R21, le Ministre communique pour chaque secteur électoral :

- a) le nombre de suffrages exprimés en faveur de chaque candidat, et
- b) le nom de chaque candidat élu conformément aux Articles R23, 24 et 25.

ARTICLE R23 Un système de représentation proportionnelle est utilisé pour déterminer les candidats élus.

ARTICLE R24 Les calculs suivants sont effectués séparément pour chaque secteur électoral :

1. Le nombre total de suffrages exprimés est divisé par le nombre de sièges à pourvoir. Le résultat de cette division, calculée à 2 décimales, indique le nombre de voix nécessaires à l'obtention d'un siège et est désigné sous le nom de "quotient électoral".

.../...

2. Le nombre total de suffrages exprimés en faveur de chaque liste (aux fins d'application des présentes dispositions, le mot "liste" désigne un ou plusieurs candidats utilisant le même symbole électoral) est divisé par le quotient électoral.
3. Le résultat de la division visée au paragraphe 2 est exprimé sous la forme d'un nombre entier (qui sera zéro si le nombre total des suffrages exprimés en faveur d'une liste est inférieur au quotient électoral) et d'un reste.
4. Le nombre entier visé au paragraphe 3 indique le nombre de sièges remporté d'emblée par la liste intéressée. Ces sièges sont attribués par ordre successif en commençant par le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages.
5. Tout siège restant non attribué après application des dispositions du paragraphe 4 est octroyé à la liste qui a obtenu le reste le plus élevé lors de la division effectuée conformément au paragraphe 3.

ARTICLE R25

Un exemple du système de représentation proportionnelle mentionné à l'Article R23 ainsi que des calculs exposés à l'Article R24 figure au Titre II de la présente Annexe.

ARTICLE R26

Si deux candidats ou plus obtiennent le même nombre de voix dans un secteur électoral donné et que ce nombre aurait permis, en l'absence d'égalité de suffrages, à l'un d'entre eux d'être proclamé élu en application des dispositions de l'Article R24, le Ministre déclare le plus âgé d'entre eux élu".

A N N E X E III

TITRE II

Arrêté de 1980 relatif aux élections municipales (règles de procédure)

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE

Exemple d'application des règles énoncées au Titre I.

N° DU CANDIDAT	Nombre de suffrages obtenus			
	LISTE A	LISTE B	LISTE C	LISTE D
1	400	240	119	102
2	210	91		
3	120	72		
4	48	10		
Totaux	778	413	119	102

Nombre total de suffrages exprimés 1.412
Nombre de sièges 4
Quotient électoral $\frac{1.412}{4} = 353$

Divisez le nombre de suffrages exprimés en faveur de chaque liste par le quotient électoral :

Liste A $\frac{778}{353} = 2$ reste 72
Liste B $\frac{413}{353} = 1$ reste 60
Liste C $\frac{119}{353} = 0$ reste 119
Liste D $\frac{102}{353} = 0$ reste 102

La liste A remporte 2 sièges d'emblée

La liste B remporte 1 siège d'emblée

Le siège restant est attribué au parti C avec un reste de 119, bien que le candidat n° 3 de la liste A ait obtenu une voix de plus.

.../...

Autre exemple (avec égalité de suffrages)

N° DU CANDIDAT	Nombre de suffrages obtenus			
	LISTE A	LISTE B	LISTE C	LISTE D
1	400	200	119	119
2	210	163		
3	120			
4	42			
Totaux	772	403	119	119

Quotient électoral $\frac{1.412}{4} = 353$

Liste A $\frac{772}{353} = 2$ reste 66

Liste B $\frac{403}{353} = 1$ reste 50

Liste C $\frac{119}{353} = 0$ reste 119

Liste D $\frac{119}{353} = 0$ reste 119

La liste A remporte 2 sièges

La liste B remporte 1 siège. Le siège restant est attribué au plus âgé des candidats des listes C et D.

A N N E X E IV

(Article 32)

Arrêté de 1980 relatif aux élections municipales (règles de procédure)

CITATION A COMPARAITRE DEVANT LE CONTENTIEUX ELECTORAL

M/Mme/Mlle
de (adresse)

Vous êtes convoqué par les présentes

A comparaître pour témoigner devant la COMMISSION DU CONTENTIEUX ELECTORAL
examinant la REQUETE de (nom)
de (adresse)

* Candidat/inscrit pour l'élection de (nom)
au Conseil Municipal de

Le (date de la proclamation
de son élection par
le Ministre)

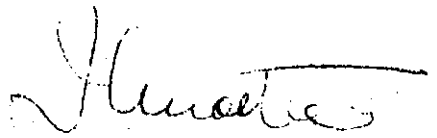
* et vous êtes prié d'apporter (indiquer les livres,
documents, etc.)

SIGNE par le Président de la commission
du contentieux électoral,
le

.....
Président de la
commission du contentieux électoral

* Rayer les mentions inutiles.

FAIT A PORT-VILA le 17 Décembre 1980


F. TIMAKATA
Ministre de l'Intérieur.

MUNICIPAL ELECTIONS (PROCEDURE RULES) ORDER 1980

To provide Rules for Municipal Elections.

IN EXERCISE of the powers contained in Sections 3 and 6 of the Municipalities Act No.5 of 1980 I make the following Order :-

MUNICIPAL ELECTIONS RULES

PART 1 - INTERPRETATION

Interpretation.

1. (1) Subject to subrule (2), in these rules words and expressions shall have the meanings assigned to them by Section 1 of the Election Regulation, unless the context otherwise requires.
- (2) Unless the context otherwise requires -
 - "electoral officer" means a District Commissioner, a registration officer, a presiding officer, a returning officer, a polling clerk or such other persons as the Minister may designate by notice published in the Gazette;
 - "electoral roll" means a roll established by the Minister in accordance with Section 6 of the Municipalities Act No.5 of 1980;
 - "municipal election" means an election held to fill vacancies occurring after the end of a term of a Municipal Council or on its dissolution;
 - "the Election Regulation" means the Election Regulation, Joint Regulation No.19 of 1979;
 - "polling day" means the date fixed for an election or the commencement of an election in accordance with the Municipalities Act No.5 of 1980.

PART 2 - ELECTORAL COMMITTEES

Establishment and procedures of Electoral Committees.

2. (1) There shall be an electoral committee consisting of 5 members established for each Municipality.
- (2) The members shall be appointed and removed by the Minister and their names shall be published in the Gazette.
- (3) The Minister shall appoint a Chairman of the electoral committee. In the absence of the Chairman the members shall elect one of them present to chair a meeting.

- (4) The decisions of the electoral committee shall not be valid unless the Chairman and not less than two other members are present.
- (5) Decisions of the electoral committee shall be taken by a majority vote.

Function of
Electoral
Committee.

- 3. The function of an electoral committee shall be to carry out such duties or exercise such powers as may be imposed on or vested in it under these rules.

PART 3 - CANDIDATES FOR ELECTION

Eligibility of
Candidates.

- 4. Subject to Rule 6 a person shall be eligible to stand as a candidate for election to the Municipal Council if he :-
 - (a) is a citizen of Vanuatu;
 - (b) is registered as an elector in the Municipality in which he is a candidate;
 - (c) is not disqualified from voting;
 - (d) is not serving a term of imprisonment or has been sentenced to a term of imprisonment which has been suspended and the term of such suspension has not ended;
 - (e) is not an undischarged bankrupt; and
 - (f) has attained 21 years of age.

Declaration of
Candidature.

- 5. (1) Not later than one month before the date fixed for polling day every candidate for election shall lodge with the District Commissioner -
 - (a) a declaration of candidature signed by him in the form and containing the particulars provided for in Part 1 of Schedule 1 which shall include a declaration that the candidate is eligible as provided for in the Municipalities Act No.5 of 1980 and rule 4;
 - (b) a full face photograph of himself;
 - (c) except for a candidate sponsored by a political party having a symbol approved by the Minister an illustration on paper of his personal electoral symbol.
- (2) A declaration of candidature shall also contain the signatures of not less than five sponsors being persons registered to vote in the municipality of the candidate and not being related to the candidate.
- (3) No person may lodge a declaration of his own candidature -
 - (a) for more than one ward; or
 - (b) in the case of a by-election if he is a member of the Municipal Council.

- (4) A District Commissioner who receives a declaration of candidature shall give a receipt to the candidate in the form contained in Part 2 of Schedule 1 and forward the declaration immediately to the Electoral Committee.
- (5) The Electoral Committee shall within 24 hours of the last day for lodging candidature make a list of the candidates named in declarations of candidature received by it and send 2 copies to the Minister.
- (6) The Electoral Committee shall send with the list referred to in subrule 5 such comments on the validity of the candidature of any person named in the list as it shall consider fit.

Declaration of
invalidity of
candidature by
Electoral
Committee.

6. (1) When a declaration of candidature has been delivered in compliance with Rule 5 the candidate shall stand sponsored for election unless and until the Electoral Committee declares his candidature invalid or evidence is given to the satisfaction of the Minister that the candidate has died, or the candidate withdraws.
- (2) The Electoral Committee shall only declare a candidature invalid because -
 - (a) the candidate or his sponsors do not have the necessary qualifications or are disqualified; or
 - (b) the declaration of candidature is not sponsored as provided in Rule 5 (2).
- (3) Where the Electoral Committee decides that a candidature is invalid the Chairman shall so endorse the declaration of candidature giving reasons for the decision.
- (4) The decision of the Electoral Committee that a candidature is valid or invalid shall be final and not questioned in any proceedings whatsoever.
- (5) Nothing in this rule shall prevent the Election Disputes Committee declaring the election of a candidate void after the election on the grounds that he was not qualified or was disqualified for election.

Lodging of new
declaration of
candidature by
candidate
sponsored by a
political party.

7. (1) Where the District Commissioner of the District in which the Municipality is situate considers that a declaration of candidature is invalid by reason of a bona fide error he shall not less than 14 days before polling day request the candidate to resubmit a valid declaration not less than 72 hours after such request.
- (2) Where a declaration of candidature sponsored by a political party is declared invalid by the Electoral Committee or a candidate dies not less than 14 days before polling day another candidate sponsored by the

same party may lodge a declaration of candidature provided that he does so within 72 hours of the declaration or death but notwithstanding that he does so within less than one month before polling day.

Publication of lists of candidates.

8. A list of candidates shall be displayed at -
- (a) the Office of the District Commissioner;
 - (b) the Parliament;
 - (c) the Office of the Minister; and
 - (d) such other places in the Municipality as the Minister may direct

for not less than 14 days before polling day except in the case of new candidatures under Rule 7 where the period shall be not less than 9 days.

PART 4 - ELECTION OF MEMBERS OF THE MUNICIPAL COUNCIL

Declaration of election without a poll and notice of a poll.

9. (1) If at the close of or at any time after the close of the period for declaration of candidates the number of candidates in any ward is not more than the number of members to be elected the Electoral Committee shall so report to the Minister who shall declare the candidates elected without a poll.
- (2) If the number of candidates is less than the number of members to be elected the Minister shall when he declares the number of candidates elected declare the number of seats vacant.
- (3) The Minister shall within 30 days after the declaration referred to in subrule (2) fix the date of an election for the seats declared vacant.
- (4) If the number of candidates exceeds the number of members to be elected a poll shall be taken in accordance with this Part and without undue delay after the closing of the list of candidates the District Commissioner shall publish a notice stating :
- (a) the names of the candidates;
 - (b) the hours of polling;
 - (c) the situation of each polling station;
 - (d) sufficient information to enable voters to know which polling station they are required to vote at;
 - (e) any other information that may be prescribed.

Presiding Officers.

10. Every polling station shall be presided over by a presiding officer appointed for that purpose by the Electoral Committee.

Electoral Rolls to be in polling stations and voters only to vote if therein and have electoral identity cards.

11. (1) During voting a copy of the electoral roll shall be kept in every polling station.
- (2) No person may vote unless his name is contained in the roll of electors of the polling station at which he presents himself for voting, and he produces a valid electoral identity card issued to him.

Persons not entitled to vote.

12. Persons detained in the mental hospital in accordance with the provisions of the Joint Mental Hospital Regulation No.2 of 1955 shall not be entitled to vote.

Polls to be secret and electors to vote once for one candidate.

13. (1) A poll shall be taken by secret ballot.
- (2) Subject to Rule 14, no person shall have more than one vote nor vote for more than one candidate.

Proxy vote.

14. (1) A person may vote by proxy in the circumstances and in the manner provided for in Part 1 of Schedule 2.
- (2) An application to vote by proxy shall be in the form contained in Part 2 of Schedule 2.

Suspension and stopping of poll.

15. (1) Where polling is interrupted at a polling station in such circumstances that in the opinion of the presiding officer, it is temporarily impossible to continue he may suspend the poll and recommence it when he considers polling may continue undisturbed.
- (2) Where there has been a suspension and reopening in accordance with subrule (1) polling shall continue after the time fixed for ending the poll for the period of the suspension unless the presiding officer is satisfied that every elector on the roll has cast his vote.
- (3) When circumstances arise which in the opinion of a presiding officer make it impossible to continue with a poll within a reasonable time whether or not polling has already been suspended under subrule (1) he shall declare the poll stopped and inform the District Commissioner of the declaration who shall report thereon to the Electoral Committee which shall immediately forward the report with any comments it may have to the Minister.
- (4) When a poll has been stopped under subrule (3) all proceedings before the declaration shall be annulled by the Minister in the ward in which the polling station is situate.
- (5) If in the opinion of the presiding officer and not less than one polling clerk not later than half an hour before the time fixed for polling to close the voters waiting will not be able to vote in that time he may extend the time to the close of the poll by one hour and shall record the extension in his

report under Rule 20 contained in Schedule 5 of the Election Regulation.

- (6) The presiding officer may close the polling station when all the voters on the roll have voted but the counting of votes shall not start earlier than one hour before the time fixed for the end of polling.

Display and locking of ballot boxes.

16. Immediately before the commencement of a poll the presiding officer shall show the interior of the ballot box to those lawfully present in the polling station and then lock the box.

Method of voting and procedures.

17. The method of voting, procedures to be observed during polls, and the manner of counting votes and declaring the election of candidates shall be in accordance with the provisions of Schedule 3.

Publication of results.

18. As soon as practicable after an election the Minister shall cause the results to be published in the Gazette and in such other manner as appears appropriate to him.

PART 5 - ELECTION REPORTS

Report by Electoral Committee and Minister.


19. After an election the electoral committee shall make a report to the Minister with regard to the conduct of the election in the Municipality for which it is responsible and shall forward with the report :
- (a) one copy of each report received by it in accordance with Rule 20 contained in Schedule 5 of the Election Regulation;
 - (b) its comments thereon; and
 - (c) all packets of counted and void ballot papers in its possession.

PART 6 - ELECTION OF MAYORS AND DEPUTY MAYORS

Election of Mayor and Deputy Mayors and method of election.

20. (1) Each Municipal Council shall elect by secret ballot from among its members a Mayor and a Deputy Mayor.
- (2) The candidate who gains the votes of a majority of the members of the Council shall be elected.
- (3) Where two or more candidates gain the same number of votes the older shall be considered elected.
- (4) The Minister may at the request of or after consultation with a Municipal Council, authorise the creation of one or more additional offices of Deputy Mayor.

Officers of Councils to be honorary.

21.  The Mayor, Deputy Mayors and Councillors of every municipality shall carry out their duties without remuneration.

Provided that, with the approval of the Minister, duty allowances may be authorised by a Municipal Council and paid from the municipal budget. Mayors, Deputy Mayors and Councillors shall be entitled when due occasion arises to reimbursement of any necessary expenditure incurred in the carrying out of special duties.

Election procedure.

22. The meeting at which the election of the Mayor takes place shall be presided over by a Deputy Mayor. If there is no Deputy Mayor the oldest person not being a candidate shall preside.

Notice of Election of Mayor or Deputy Mayor.

23. Notice of the election of a Mayor or Deputy Mayor shall be given to members of the Council not less than 3 days before the election is due to take place.

Notification of results.

24. The result of the election of a Mayor or Deputy Mayor shall be published by means of a public notice affixed in a prominent place near the main entrance of the Town Hall within twenty-four hours of its taking place and shall, within the same period, be notified to the Minister.

Challenge of elections.

25. The election of a Mayor and Deputy Mayors may be challenged in the same manner and within the period prescribed for objections concerning the elections of the members of the Council. The period allowed for admission of objections shall commence one clear day after the date of election.

Resignation of Mayor or Deputy Mayor.

26. (1) A Mayor or Deputy Mayor may resign his Office in writing signed by him and delivered to the Clerk of the Council.
- (2) A notice of resignation shall be delivered to the Clerk of the Council not later than 14 days before such resignation is to take effect.
- (3) Two weeks after receipt of such notice of resignation of mayor or deputy mayor, a meeting of the Council shall be convened to elect a new mayor or deputy mayor.

Eligibility to hold Office of Mayor or Deputy Mayor.

27. Only persons elected to be Members of a Municipal Council may hold the office of Mayor or Deputy Mayor or temporarily carry out the duties thereof.

Term of office
of Mayors and
Deputy Mayors.

28. (1) Subject to Rule 26, all Mayors and Deputy Mayors shall hold office until the end of one year from the date of their election or until the dissolution of the Council whichever occurs earlier.
- (2) At the end of the term of office of a Mayor and/or a Deputy Mayor a meeting of the Council shall be convened to elect a new Mayor and/or Deputy Mayor in accordance with Rules 20, 22 and 23.
- (3) Mayors and Deputy Mayors who have completed a term of office shall be eligible for re-election to these offices.

PART 7 - ELECTION OFFENCES

General
Offences.

29. The Election offences and the penalties provided therefor referred to in Part 13 of the Election Regulation Joint Regulation No.19 of 1979 shall apply in the case of elections to Municipal Councils.

PART 8 - ELECTION PETITIONS

Election
Disputes
Committee.

30. (1) The Minister shall within 7 days of the signing of the Order fixing the date of a Municipal election appoint an Election Disputes Committee.
- (2) The Election Disputes Committee shall consist of not more than 6 and not less than 4 members.
- (3) The Minister shall appoint a Chairman of the Election Disputes Committee from among its members.
- (4) A candidate in the election for which a committee is established shall not qualify to be a member of the committee.
- (5) The Minister may replace a member who is unable to carry out his duties or ceases to be qualified or fill any vacancy.
- (6) When appointing the Election Disputes Committee the Minister may make such stipulations, not inconsistent with this Order, as he may consider appropriate concerning the work of the Committee.
- (7) The names of the members of the Election Disputes Committee together with the address of the Committee for service of Petitions shall be published in the Gazette.

Elections
only to be
challenged
under this
Order.

31. (1) The validity of any election to the Municipal Council may be questioned by a petition brought for that purpose under this Order and not otherwise.

- (2) Every election petition shall be heard by the Election Disputes Committee.

Persons who may present election petitions.

32. (1) Subject to subrules (2) and (3), Section 57 to 67 of the Election Regulation shall apply to disputes brought before the Election Disputes Committee under this Order.
- (2) The following words shall be substituted for those stated :-
- (a) "Vanuatu" for "New Hebrides;"
- (b) "Order" for "Regulation;"
- (c) "Minister" for "Resident Commissioners."
- (3) Substitute "Schedule 4" of this Order for "Schedule 6" of the Election Regulation.

PART 9 - MISCELLANEOUS AND SUPPLEMENTAL

Notification to Minister of election offences.

33. Any Court which convicts a person of an election offence shall inform the Minister.

Saving when election declared void.

34. Where on an election petition the election of a member of the Municipal Council is declared void nothing done by him prior to such declaration as a member of the Municipal Council shall be thereby invalidated.

Disposal of Reports and Documents.

35. (1) Subject to subrule (2) the Minister shall retain for not less than one year all Reports sent to him in accordance with rule 19 and all Documents sent therewith including packets of counted and void votes.
- (2) Documents relating to an election in respect of which an election petition or any legal proceedings have been commenced shall not be destroyed until the proceedings have ended.
- (3) The Election Disputes Committee or the Supreme Court when hearing an election petition or a Court trying an election offence may make an order that any document retained by the Minister shall be inspected, copied or produced at such time and place and subject to such conditions as it thinks fit.
- (4) No order shall be made under subrule (3) unless the Court or the Election Disputes Committee is satisfied that the inspection, copying, or production is essential for the hearing of a charge of an election offence or the hearing of an election petition.

(5) Except as provided by subrule (3) no person may inspect or copy any document retained by the Minister under these Rules.

Commencement. 36. This Order shall come into force on the date of its publication in the Gazette.

SCHEDULE 1

(Rule 5 (1) (a))

PART 1

Municipal Elections (Procedure Rules) Order 1980

DECLARATION OF CANDIDATURE

To the District Commissioner for.....
I,..... Recent Photograph
of..... of Candidate
being a citizen of Vanuatu and aged 21 years or more

HEREBY DECLARE

1. myself as a candidate for election to the.....
Municipal Council as representative for.....Ward;
2. that I am registered in the electoral lists for.....
Municipality;
3. that I am not disqualified from voting;
4. that I have not received the sentence of imprisonment referred to in Rule 4
of the Municipal Elections (Procedure Rules) Order 1980;
5. that I am not an undischarged bankrupt.

DATE :.....

.....
SIGNATURE OF CANDIDATE

SPONSORSHIP OF CANDIDATE

<u>NAME</u>	<u>ADDRESS</u>	<u>OCCUPATION</u>	<u>SIGNATURE</u>
1.
2.
3.
4.
5.

(To be completed and signed by persons not related to the candidate or candidate's spouse and who are registered to vote in the Municipality in which the candidate intends to stand for election.)

NOTE: If you are not entitled to automatic citizenship, you are required to attach with this form the number of your Certificate of Citizenship or Citizenship Certificate.

SCHEDULE 1

(Rule 5 (4))

PART 2

Municipal Elections (Procedure Rules) Order 1980

RECEIPT

Received from Mr./Mrs./Miss.....
this.....day of.....19....., a declaration of
candidature for the election of members of the Municipal Council of.....
.....to be held on the.....day of.....19.....

Signed.....

District Commissioner forDistrict

SCHEDULE 2

(Rule 14)

PART 1

Municipal Elections (Procedure Rules) Order 1980

RULES FOR VOTING BY PROXY

Application

1. (1) Any person who is entitled to vote may vote by proxy only if he can demonstrate that by reason of :-
 - (a) occupation;
 - (b) health; or
 - (c) religion;he is unable to vote in person at the polling station where he is registered to vote.
- (2) A person referred to in subrule (1) shall apply to the Electoral Committee by the completion and submission thereof of Form A in Part 2 of this Schedule accompanied by his electoral identity card.
- (3) A person who is prevented from voting in person by reason of his occupation shall accompany his application with a certificate signed by his head of department, superior officer, manager or other person to whom he is responsible certifying as to his inability to vote in person and the reason therefor.
- (4) A person who is prevented from voting in person by reason of health shall accompany his application with a certificate by a recognised medical practitioner, nurse, dresser or on the unavailability of any such persons a person of standing certifying as to his inability to vote in person and the reason therefor.
- (5) A person who professes to be prevented from voting in person by reason of religious obligations shall accompany his application by a certificate of a Minister of his religion that confirms that he cannot vote for reasons of religion.
- (6) Every application under subrule (2) hereof shall reach the Electoral Committee not less than 72 hours before polling.

Decisions of Electoral Committee and notification thereof.

2. (1) If the Electoral Committee which received an application under Rule 1 (2) is satisfied that :-
 - (a) an applicant is entitled to vote by proxy; and
 - (b) the person named as proxy is registered on the same roll as the applicant,

it shall so inform the applicant using the detachable part of the application form and deliver by post or other means the completed proxy card in Form B contained in Part 2 of this Schedule and the

applicant's electoral identity card to the proxy named by the applicant.

- (2) For the purposes of subrule (1) an Electoral Committee shall be deemed to have delivered a proxy card and electoral identity card if it makes known to a proxy that the cards are available for collection at the polling station on polling day.
- (3) If an Electoral Committee which received an application under Rule 1 (2) is not satisfied that the applicant is entitled to vote by proxy it shall so inform the applicant.
- (4) If the Electoral Committee although being satisfied that an applicant under Rule 1 (2) is entitled to vote by proxy but that the person nominated as proxy is not eligible to be a proxy for the applicant it shall so inform the applicant and invite him to nominate another person provided that in its opinion the applicant will be able to make such nomination not less than 48 hours before polling.

Revocation of proxies and further applications.

3. (1) A voter may revoke a proxy by notice in writing to an Electoral Committee.
- (2) A voter who has revoked a proxy may apply for the issue of another.

Elector who has obtained issue of proxy may vote in person.

4. A voter who has obtained the issue of proxy may vote in person provided he obtains his electoral identity card from his proxy before that person votes on his behalf.

Proxy nullified on death or cessation of eligibility of voter or his proxy.

5. (1) Where a voter or his proxy dies or ceases to be eligible to vote a proxy shall become null and void.
- (2) The Electoral Committee shall recover the proxy card.

Limitations on voting by proxy.

6. (1) No voter may cast a proxy vote for more than two voters.
- (2) If more than two proxies are made out in the name of the same voter the two earliest in date shall be valid.
- (3) If more than two proxies issued to a voter bear the same date the voter shall be required by the presiding officer at his polling station to choose those two under which he will cast votes and surrender any others.
- (4) The presiding officer will cause any voter whose proxy is invalid to be so informed without undue delay.

Manner of voting by proxy and casting of own vote.

- 7. (1) A proxy voter shall vote for the person for whom he is proxy in the same manner as he casts his own vote.
- (2) If a proxy voter wishes to cast his own vote he must do it at the same time as he votes as proxy.
- (3) When a person votes as proxy he must produce his own electoral identity card, the proxy card authorising him to vote as proxy and the electoral identity card of the person for whom he is voting.

SCHEDULE 2

(Rule 14 (2))

PART 2

Municipal Elections (Procedure Rules) Order 1980

Form A

APPLICATION TO VOTE BY PROXY

To the.....Electoral Committee

1. I,.....of.....
 being registered to vote at.....Polling Station hereby
 apply for the issue of a proxy to.....of.....
 who is entitled to vote at the same Polling Station.

2. I cannot attend at the Polling Station on polling day by reason of -

- (a) my occupation
- (b) my health
- (c) my religion

.....

(delete whichever is not applicable and give particulars and details stating how your attendance is prevented)

3. I enclose a certificate from my -

- (a) head of Department;
- (b) superior officer;
- (c) manager, etc;
- (d) medical officer;
- (e) dresser;

- (f) nurse;
- (g) sister, etc;
- (h) minister of Religion.

(delete whichever is not applicable)

DATED this day of 19.....

.....
SIGNATURE OF APPLICANT

NOTE: This application must be accompanied by the applicant's electoral identity card.

Form B

NOTIFICATION TO APPLICANT TO VOTE BY PROXY

1. Your application to vote by proxy has been rejected because.....
.....
.....
.....
2. Your application to vote by proxy has been accepted but the person is not named on the Roll for.....and you are requested to nominate another person who is on that Roll.
3. Your application to vote by proxy has been approved and the proxy card and your electoral identity card have been delivered to, or made available for collection by.....

DATE :.....

.....
ELECTORAL COMMITTEE

SCHEDULE 3

(Rule 17)

Municipal Elections (Procedure Rules) Order 1980

ELECTION OF CANDIDATES RULES

These rules shall be the same as those contained in Schedule 5 of the Election Regulation Joint Regulation No.19 of 1979 except that -

- (a) The following words shall be substituted for the words stated.
 - (1) "District Commissioner" for "District Agents"
 - (2) "Minister" for "Electoral Office"
 - (3) "Ward" for "registration area"
 - (4) "Municipality" for "Constituency"
 - (5) "Minister" for "Resident Commissioners"
- (b) In Rule 8 the following shall be substituted for paragraph (g)
 - "(g) persons bearing the written authority of the Minister"
- (c) Rules 22 and 23 shall be deleted and the following substituted therefor.

- | | | |
|--|-----|--|
| Declaration by Minister of candidates elected. | 22. | <p>The Minister shall as soon as practicable after receiving notification in accordance with Rule 21 from the Electoral Committee announce for each Ward:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the number of votes cast for each candidate; and (b) the name of each candidate elected in accordance with Rules 23-25. |
| Determination of successful candidates. | 23. | A system of proportional representation shall be used to determine which candidates shall be declared elected. |
| Method of Calculation. | 24. | <p>The following calculations shall be carried out separately for each ward:</p> <ul style="list-style-type: none"> (1) The total number of votes cast shall be divided by the number of seats contested. The result, calculated to two decimal places, will indicate the number of votes required to secure one seat and shall be known as the 'electoral quotient'. (2) The total number of votes cast for each party (and for this purpose a party shall mean one or more candidates using the same electoral symbol) shall be divided by the electoral quotient. (3) The result of the division at subrule (2) shall be expressed as a whole number (which will be zero if the total number of votes cast for the party is less than the electoral quotient) and a remainder. |

- (4) The whole number obtained at subrule (3) shall indicate the number of seats won outright by the party concerned and these shall be awarded successively to the candidate with the highest of votes.
- (5) Any remaining seat not allocated as a result of the operation at subrule (4) shall be awarded to the party which, after the operation at subrule (3) had the largest remainder.

Example of Proportional representation. 25. An example of the system of proportional representation referred to in Rule 23 and the calculations set out in Rule 24 is contained in Part 2 of this Schedule.

Declaration by Minister of eldest candidate elected. 26. Should two or more candidates in a Ward receive the same number of votes so that if one of them only had received that number of votes he would have been declared elected under Rule 24 the Minister shall declare the eldest elected.

SCHEDULE 3

(Rule 17)

PART 2

Municipal Elections (Procedure Rules) Order 1980

PROPORTIONAL REPRESENTATION

Example of how the rules would operate.

Candidate number	No. of votes obtained			
	Party A	Party B	Party C	Party D
1	400	240	119	102
2	210	91		
3	120	72		
4	48	10		
Totals	778	413	119	102

Total no. of votes cast 1.412
 Number of seats 4
 Electoral quotient $\frac{1412}{4} = 353.0$

Divide total party votes by the electoral quotient :-

$$\begin{array}{l} \text{Party A } \frac{778}{353} = 2 \text{ remainder } 72 \\ \text{B } \frac{413}{353} = 1 \quad " \quad 60 \\ \text{C } \frac{119}{353} = 0 \quad " \quad \underline{119} \\ \text{D } \frac{102}{353} = 0 \quad " \quad 102 \end{array}$$

Party A wins 2 seats clear

Party B wins 1 seat clear

Remaining seat goes to Party C with a remainder of 119 although No. 3 candidate of Party A has one more vote.

Further example (with a tied vote)

Candidate No.	No. of votes obtained				
	Party A	Party B	Party C	Party D	
1	400	240	119	119	
2	210	163			
3	120				
4	42				
Total	772	403	119	119	1412

$$\text{Electoral quotient } \frac{1412}{4} = 353.00$$

$$\begin{array}{l} \text{Party A } \frac{772}{353} = 2 \text{ remainder } 66 \\ \text{B } \frac{403}{353} = 1 \quad " \quad 50 \\ \text{C } \frac{119}{353} = 0 \quad " \quad 119 \\ \text{D } \frac{119}{353} = 0 \quad " \quad 119 \end{array}$$

Party A wins 2 seats

Party B wins 1 seat

Remaining seat must go to the elder of the candidates of C or D.

SCHEDULE 4

(Rule 32)

Municipal Elections (Procedure Rules) Order 1980

SUMMONS TO A WITNESS

TO APPEAR BEFORE THE ELECTION DISPUTES COMMITTEE

To:
of:
(address)

YOU ARE HEREBY SUMMONED

to appear and give evidence before the ELECTION DISPUTES COMMITTEE

inquiring into the PETITION of.....
(name)

.....
(address)

* a candidate/registered elector concerning the election
of.....to the.....
Municipal Council on.....
(date of his election by announcement of Minister)

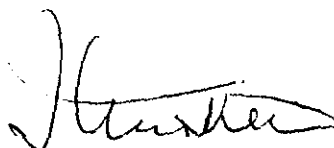
* AND to bring with you.....
(specify books, documents, etc.)

GIVEN under the hand of the Chairman of the Committee this.....
day of.....19.....

.....
Chairman
Election Disputes Committee

* delete whichever is not applicable

MADE AT PORT VILA the 17th day of December 1980.



F. TIMAKATA
MINISTER OF HOME AFFAIRS

REPUBLIQUE DE VANUATU

ARRETE N° 19 DE 1980 RELATIF AUX COMMUNES
(MODIFICATION DU PERIMETRE COMMUNAL DE PORT-VILA)

Portant modification du périmètre communal de Port-Vila.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

VU l'Article 1er de la loi n° 5 de 1980 relative aux communes

ARRETE

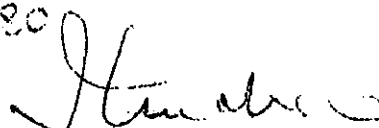
ARTICLE 1er

Le périmètre communal de Port-Vila est établi conformément à la carte annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2

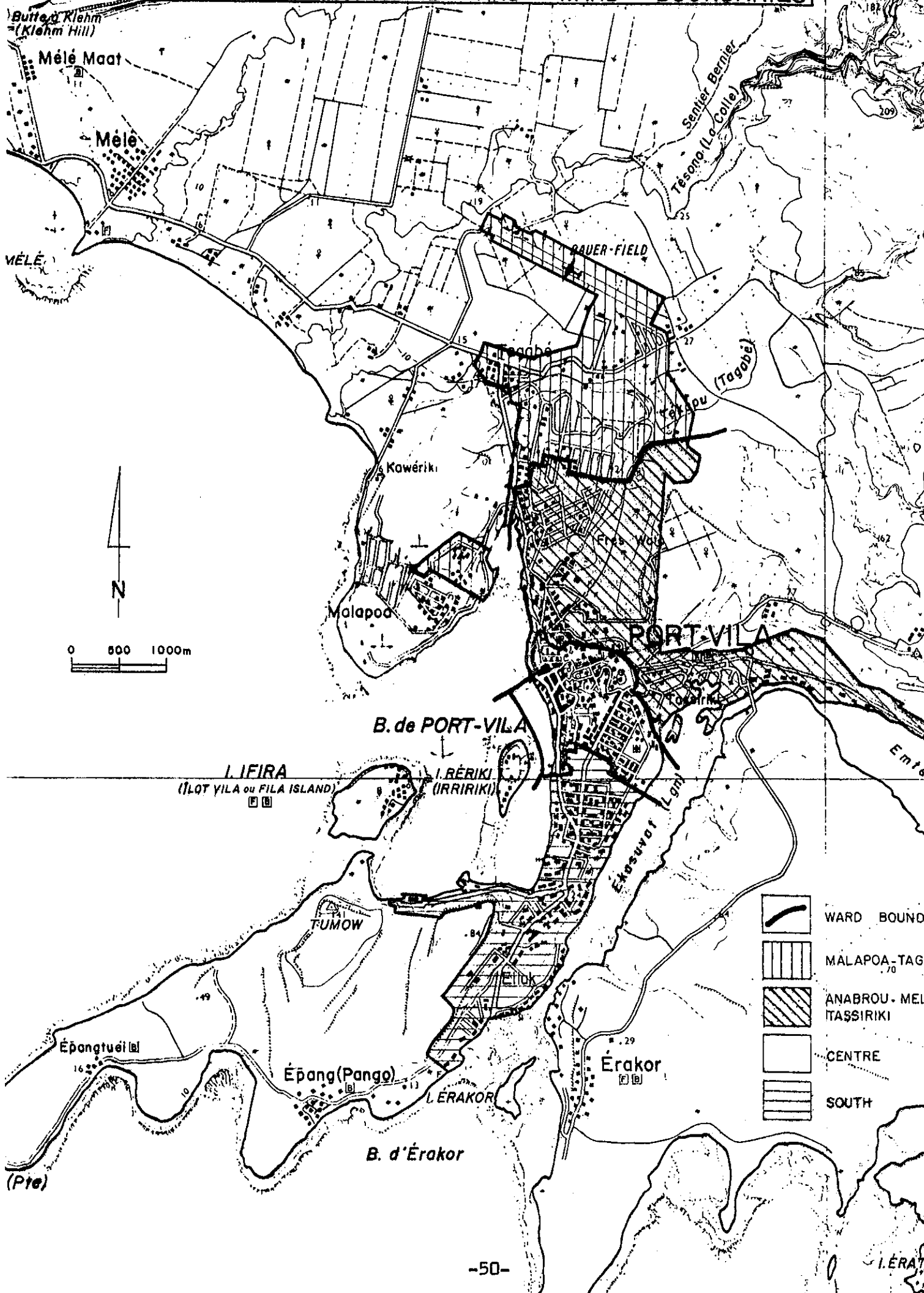
Le présent arrêté entrera en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel.






Fait à Port-Vila le 17 Décembre 1980



F.K. TIMAKATA
MINISTRE DE L'INTERIEUR

PORT-VILA MUNICIPAL AND WARD BOUNDARIES



-  WARD BOUNDARY
-  MALAPOA-TAGOBÉ
-  ANABROU-MELCITAŠŠIRIKI
-  CENTRE
-  SOUTH

THE MUNICIPALITIES (ALTERATION OF PORT VILA BOUNDARIES)
ORDER NO 19 OF 1980

To provide for the alteration of the boundaries of the Port Vila Municipality.

IN EXERCISE of the power contained in Section 1 of the Municipalities Act No 5 of 1980, I hereby make the following Order :-

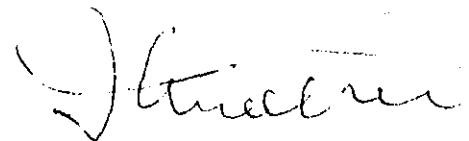
Alteration of
Boundaries of
Port Vila
Municipality.

1. The boundaries of the Port Vila Municipalities shall be as delineated on the map annexed to this Order.

Commencement.

2. This Order shall come into force on the date of its publication in the Gazette.

MADE at Port Vila the 17th day of December 1980.



F.K. Timakata
Minister of Home Affairs

PORT-VILA MUNICIPAL AND WARD BOUNDARIES

Butte à Klamm
(Klamm Hill)

Mélé Maat

Mélé

MÉLÉ

Senier Bernier
Tésono (La Collie)

RAUER-FIELD

(Tagabé)

Kaweriki

Malapoa

PORT-VILA

B. de PORT-VILA

I. IFIRA

(LOT VILA ou FILA ISLAND)

I. RÉRIKI

(IRRIRIKI)

TUMOW

Ehasuvai Lgm

Épangtuéi (a)

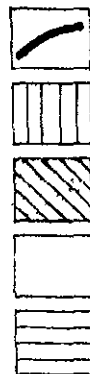
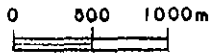
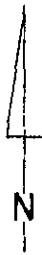
Épang (Pango)

I. ERAKOR

Erakor

B. d'Érakor

(Pte)



WARD BOUNDARIES

MALAPOA-TAGABÉ

ANABROU-MELCO-TASSIRIKI

CENTRE

SOUTH

ARRETE N° 20 DE 1980 RELATIF AUX ELECTIONS MUNICIPALES
DE PORT-VILA
(INSCRIPTION DES ELECTEURS ET LISTES ELECTORALES)

relatif à l'inscription des électeurs et aux listes électorales pour les élections municipales de Port-Vila ainsi qu'à d'autres questions connexes.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

VU l'Article 6 de la loi n° 5 de 1980 relative aux communes,

ARRETE

ARTICLE 1er

Dans le présent Arrêté :

"Règlement" désigne le Règlement n° 19 de 1979.

ARTICLE 2

Sous réserve des Articles 3, 4, 5 et 6, ont capacité électorale pour les élections municipales de Port-Vila les personnes :

- a) dont les noms sont inscrits sur la liste électorale établie conformément au Règlement pour le secteur électoral de Port-Vila, et
- b) qui résident à l'intérieur du périmètre communal de Port-Vila tel que redéfini par l'arrêté n° de 1980 relatif aux communes (modification du périmètre communal de Port-Vila).

ARTICLE 3

Toute personne dont le nom n'est pas inscrit sur la liste électorale visée à l'Article 2, mais qui :

- a) est ou sera âgée de dix huit (18) ans au 15 janvier 1981, et
- b) a installé sa résidence à l'intérieur du périmètre communal de Port-Vila avant le 15 janvier 1980 ;

et qui satisfait en tout point aux conditions d'inscription

.../...

visées à l'Article 10 du Règlement, peut demander à ce que son nom soit porté sur la liste électorale.

ARTICLE 4

Les demandes d'inscription sont déposées en personne auprès des agents de l'inscription dans les bureaux de l'Administrateur délégué de Port-Vila.

ARTICLE 5

Les opérations d'inscription débuteront à la date de la signature du présent arrêté et se poursuivront jusqu'au 20 janvier 1981.

ARTICLE 6

Toute demande d'inscription sur une liste électorale doit être accompagnée de pièces justificatives permettant à la commission électorale d'établir que l'intéressé satisfait aux conditions d'âge et de résidence dans le périmètre communal de Port-Vila.

ARTICLE 7

Une carte d'électeur et d'identité est remise à toute personne dont le nom ^{est} ajouté à la liste électorale.

ARTICLE 8

Sous réserve des dispositions de l'Article 11 et conformément aux Articles 22 et 23 du Règlement, la liste électorale pour la commune de Port-Vila

- a) doit être mise à la disposition du public pour consultation entre le 21 janvier et le 4 février 1981, période pendant laquelle les demandes d'adjonction, de suppression ou de modification peuvent être présentées à la commission électorale dans les bureaux de l'Administrateur délégué, et
- b) doit être établie sous sa forme définitive par la commission électorale.

ARTICLE 9

Toute personne ayant l'intention de voter lors des prochaines élections municipales de Port-Vila doivent être titulaire d'une carte d'électeur et d'identité en cours de validité.

ARTICLE 10

En cas de destruction, de perte ou de vol d'une carte d'électeur et d'identité et sous réserve de l'Article 11, les dispositions de l'Annexe II du Règlement sont applicables pour l'établissement d'un duplicata.

.../...

ARTICLE 11

Le Règlement est modifié

a) en remplaçant à l'Article 22

- I) les mots "Délégué de circonscription" par "Administrateur délégué",
- II) les mots "les Nouvelles-Hébrides" par "la République de Vanuatu", et
- III) les mots "Commissaires-Résidents" par "Ministre".

b) en remplaçant à l'Article 23

- I) le mot "co-présidents" par "président", et
- II) les mots "bureau électoral" par "Administrateur délégué".

c) en remplaçant à l'Annexe II

- I) les mots "Délégué de circonscription" par "Administrateur délégué",
- II) dans le texte anglais, les mots "Assistant District Agent" par "Assistant District Commissioner", et
- III) les mots "bureau électoral" par "Administrateur délégué".

ARTICLE 12

Le présent arrêté entrera en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel.



F.K. TIMAKATA
MINISTRE DE L'INTERIEUR

Fait à Port-Vila
le 17 Décembre 1980.

PORT VILA MUNICIPAL ELECTIONS
(REGISTRATION OF ELECTORS AND
ELECTORAL ROLL) ORDER No. 20 OF 1980

To provide for the registration of electors and electoral roll for Port Vila Municipal Council elections and matters connected therewith.

IN EXERCISE of the power contained in Section 6 of the Municipalities Act No.5 of 1980, I hereby make the following Order :-

Interpretation.

1. In this Order :-
"the Regulation" means the Joint Election Regulation No. 19 of 1979.

Persons Eligible to vote.

2. Subject to Clauses 3, 4, 5 and 6, persons eligible to vote for election of councillors to serve on the Port Vila Municipal Council shall be those person -
 - (a) whose names are contained in the electoral roll for the Port Vila Registration Area established in accordance with the Regulation; and
 - (b) who are resident within the boundaries of the Port Vila Municipality as altered by the Municipalities (Alteration of Port Vila Boundaries) Order No. of 1980.

Registration of New Voters.

3. Any person who is not on the electoral roll referred to in Clause 2 but who -
 - (a) has or will have attained the age of eighteen (18) years by 15th January, 1981; and
 - (b) has resided within the area of the Port Vila Municipality since before 15th January, 1980;and who in all other respects meet the voting qualifications required by Section 10 of the Regulation may apply for his name to be added to the electoral roll.

Application for Registration.

4. Applications for registration shall be made in person to the Electoral Registration Officers at the Offices of the District Commissioner in Port Vila.

Commencement of Registration.

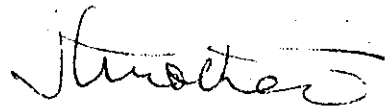
5. Registration will start on the date of the signing of this Order and will continue until 20th January, 1981.

- Proof or Evidence as to Residence and Date of Birth. 6. A person applying for registration shall be required to provide such evidence of his length of residence within the area of the Port Vila Municipality and his date of birth as shall satisfy the Electoral Committee of the validity of his claim.
- Issue of Electoral Identity Cards to New Voters. 7. A person whose name is added to the electoral roll shall be issued with an electoral identity card.
- Making Electoral Roll Available for Inspection and Applications for changes thereto and Establishment of Roll. 8. Subject to Clause 11, in accordance with Sections 22 and 23 of the Regulation, the electoral roll for the Port Vila Registration Area -
(a) shall be made available for inspection by the public from 21st January, 1981 to 4th February, 1981, during which period applications for any additions, deletions or changes may be made to the Electoral Committee at the Offices of the District Commissioner; and
(b) shall be established by the Electoral Committee.
- Electoral Identity Card. 9. Any person who intends to vote in the forthcoming Port Vila Municipal Council election shall be in possession of a valid electoral identity card.
- Destruction or Loss of Electoral Identity Card. 10. Subject to Clause 11, in the event of destruction loss or theft of an electoral identity card, the rules governing the issue of a duplicate card shall be those rules contained in Schedule 2 of the Regulation.
- Amendment of Certain Sections of Election Regulation No.19 of 1979. 11. The Regulation is amended -
(a) In Section 22 by -
(i) the substitution of the words "District Commissioner" for the words "District Agents;"
(ii) the substitution of the words "the Republic of Vanuatu" for the words "the New Hebrides;"
(iii) the substitution of the word "Minister" for the words "Resident Commissioners."
(b) In Section 23 by -
(i) the substitution of the word "Chairman" for the word "Co-Chairmen;"
(ii) the substitution of the words "District Commissioner" for the words "Electoral Office."
(c) In Schedule 2 by -
(i) the substitution of the words "District Commissioner" for the words "District Agent;"
(ii) the substitution of the words "Assistant District Commissioner" for the words "Assistant District Agent;"

(iii) the substitution of the words "District Commissioner" for the words "Electoral Office."

Commencement. 12. This Order shall come into force on the date of its publication in the Gazette.

MADE at Port Vila the 17th day of December 1980.



F.K. TIMAKATA
MINISTER OF HOME AFFAIRS

ARRETE N° 21 DE 1980 RELATIF AUX COMMUNES
(COMPOSITION DES CONSEILS MUNICIPAUX ET SECTEURS ELECTORAUX)

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

VU l'Article 3 de la loi n° 5 de 1980 relative aux communes

ARRETE

ARTICLE 1er Le conseil municipal de Port-Vila est composé de quatorze (14) membres élus conformément aux arrêtés pris en application de l'Article 6 de la loi n° 5 de 1980 relative aux communes.

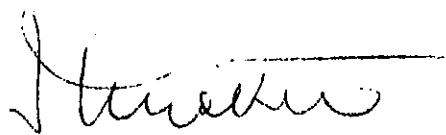
ARTICLE 2 La commune de Port-Vila est divisée en quatre (4) secteurs électoraux découpés conformément à la carte annexée au présent arrêté.

ARTICLE 3 Le nom des secteurs électoraux et le nombre de conseillers municipaux représentant chaque secteur électoral sont les suivants :

<u>Nom du secteur électoral</u>	<u>Nombre de conseillers municipaux</u>
a) Malapoa-Tagabé	3
b) Anabrou-Melcofé-Tassiriki	4
c) Centre	4
d) Sud	3

ARTICLE 4 Le présent arrêté entrera en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel.

Fait à Port-Vila le 17 Décembre 1980.


F.K. TIMAKATA
MINISTRE DE L'INTERIEUR

THE MUNICIPALITIES (COMPOSITION OF COUNCIL AND WARDS)
ORDER No. 21 OF 1980

To provide for the Composition of the Port Vila Municipal Council and the Wards of the Port Vila Municipality and matters connected therewith.

IN EXERCISE of the power contained in Section 3 of the Municipalities Act No.5 of 1980, I hereby make the following Order :-

Composition of Port Vila Municipal Council.

1. The Port Vila Municipal Council shall be composed of fourteen (14) members to be elected in accordance with Orders made under Section 6 of the Municipalities Act No.5 of 1980.

Wards of the Port Vila Municipality.

2. The Port Vila Municipality shall be divided into four (4) wards as delineated on the map annexed to this Order.

Names of Wards and Number of Councillors to represent each Ward.

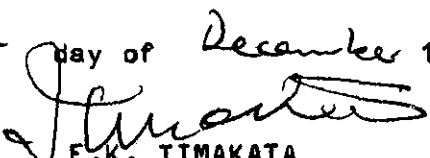
3. The names of the wards and the number of councillors representing each ward shall be :-

<u>Name of Ward</u>	<u>Number of Councillors</u>
(a) Malapoa-Tagabe	3
(b) Anabrou-Meloofe-Tassiriki	4
(c) Centre	4
(d) South	3

Commencement.

4. This Order shall come into force on the date of its publication in the Gazette.

MADE at Port Vila the 17th day of December 1980.


F.K. TIMAKATA
MINISTER OF HOME AFFAIRS

ARRETE N° 22 DE 1980 RELATIF A
LA BANQUE CENTRALE DE VANUATU

portant entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi
n° 3 de 1980 relative à la Banque centrale de Vanuatu

LE MINISTRE DES FINANCES

VU l'Article 52 de la loi n° 3 de 1980 relative à la Banque
centrale de Vanuatu

ARRETE

ARTICLE 1er Les Articles 1, 2, 3, 4, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 48 de la loi
n° 3 de 1980 relative à la Banque centrale de Vanuatu entreront
en vigueur à compter du 18 décembre 1980.

ARTICLE 2 Les Articles 5 à 7, 14 à 35, 40 à 47 et 49 à 51 de la loi n° 3
de 1980 relative à la Banque centrale de Vanuatu entreront en
vigueur à compter du 1er janvier 1981.

Fait à Port-Vila le 18 décembre 1980.



K. KALSAKAU
MINISTRE DES FINANCES.

Approved



Date

16/12/80

Attorney General.

REPUBLIC OF VANUATU

The Central Bank of Vanuatu
(Commencement) Order No. 22 of 1980

To bring into force certain provisions of the Central Bank of Vanuatu Act No. 3 of 1980.

IN EXERCISE of the power contained in section 52 of the Central Bank of Vanuatu Act No. 3 of 1980, I hereby make the following Order :-

1. Sections 1, 2, 3, 4, 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 48 of the Central Bank of Vanuatu Act No. 3 of 1980 shall come into force on the 18th day of December, 1980.
2. Sections 5 to 7, 14 to 35, 40 to 47, and 49 to 51 of the Central Bank of Vanuatu Act No. 3 of 1980 shall come into force on the first day of January 1981.

MADE at Port Vila the 18th day of December, 1980.



K. KALSAKAU
MINISTER OF FINANCE

Approved 

Date 16/12/80

Attorney General.

CORRIGENDUM

Au Journal officiel No 5 du 19 Août 1980, l'"ARRETE No (10) DE 1980"
(modifiant l'Annexe de l'arrête no 24 de 1979) devient "ARRETE No (1)
de 1980.

Au Journal officiel no 6 du 28 août 1980, l'ARRETE No (11) DE 1980"
(arrête de 1980 relatif aux visas - dispenses) devient "ARRETE no (2)
de 1980".

Au Journal officiel no 9 du 20 octobre 1980, l'"ARRETE No (13) DE 1980"
(arrête modifiant l'Annexe a l'arrête no 24 de 1979) devient
"ARRETE no (3) DE 1980".

Au Journal officiel no 9 du 20 octobre 1980, l'"ARRETE No (14) DE 1980"
(relatif a la taxe maximume d'abattage pratiquée par les abattoirs
agrées de Port-Vila) devient "ARRETE No (4) DE 1980".

OK


CORRIGENDUM

In Gazette No.5, 19th August, 1980, "ORDER No.10 OF 1980" (Price Control (Amendment) (No.4) Order 1980) there should be substituted "ORDER No.1 OF 1980."

In Gazette No.6, 28th August, 1980, "ORDER No.11 OF 1980" (Visa Requirement (Exemption) Order 1980) there should be substituted "ORDER No.2 OF 1980."

In Gazette No.9, 20th October, 1980, "ORDER No.13 OF 1980" (Price Control (Amendment) (No.5) Order 1980) there should be substituted "ORDER No.3 OF 1980."

In Gazette No.9, 20th October, 1980, "ORDER No.14 OF 1980" (To provide for maximum slaughter fees to be charged by approved abattoirs in Port Vila) there should be substituted "ORDER No.4 OF 1980."